

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**

**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

Pour copie certifiée conforme  
Le greffier



**Cabinet de TREMBLAY Philippe**

**Dossiers n° N° RG 20/00780 et n°20/00782 -  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MV35  
Minute n° : 20/00142**

**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA  
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN  
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE  
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 15 Juillet 2020 à 10h17.

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté de remise d'un demandeur d'asile aux autorités tchèques responsables de l'examen de sa demande, émis par le préfet de l'Ille-et-Vilaine le 11 septembre 2019 pris à l'encontre de **Zviad KUKAVA** ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DU TARN-ET-GARONNE** le 12 Juillet 2020 à l'encontre de :

**M. Zviad KUKAVA  
né le 27 Avril 1981 à ZUGDIDI (GEORGIE)  
de nationalité Géorgienne**

notifiée à l'intéressé le 12 Juillet 2020 à 15h20 ;

Vu la requête de **M. Zviad KUKAVA** en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 13 juillet 2020 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le même jour à 14h28 ;

Vu la requête de **M. LE PREFET DU TARN-ET-GARONNE** en date du 13 Juillet 2020 reçue et enregistrée le 13 Juillet 2020 à 15h47 tendant à la prolongation de la rétention de **M. Zviad KUKAVA** dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émis par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège

et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DU TARN-ET-GARONNE** ou de son représentant ;

en présence de Mme Inga ARAKELOVA, interprète en langue géorgien, ayant prêté serment d'apporter son concours à la justice en son honneur et en sa conscience,

**M. Zviad KUKAVA**, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Yves Leopold KOUAHOU, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

### **DEROULEMENT DES DEBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure, qu'il développe oralement à l'audience en complément de la requête en contestation ;**

#### **Sur l'absence de pièces utiles**

en l'espèce, il y a aucun élément dans la procédure sur la garde à vue.

#### **Sur l'information tardive du Procureur de la république**

Il doit être informé immédiatement. Monsieur a été placé en rétention à 15h20, le Procureur a été informé à 16h32 et 16h34. Il y a une heure qui c'est écoulé. La préfecture ne justifie de circonstances insurmontables.

#### **Sur la perspective d'éloignement**

Toutes les frontières sont fermées. Il est pas démontré qu'il sera éloigné prochainement.

#### **Sur la retenue**

A la suite de sa garde à vue, il a été placé en retenue.

#### **Sur la vulnérabilité**

lorsqu'il y a un placement en rétention, la vulnérabilité se fait d'office. Il n'y a pas eu d'évaluation de sa vulnérabilité.

Au regard de ses moyens je vous demande de rejeter la demande du prefet et remettre en liberté monsieur

**M. Zviad KUKAVA déclare par le truchement de l'interprète :** donnez moi encore une chance. J'ai rdv à la préfecture le 03 août. oui j'ai demandé l'asile en République Tchèque. Je suis malade et ils ont pas voulu me soigner c'est pour ça que je suis venu ici. On ne peut pas se soigner la bas.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article R552-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'à peine d'irrecevabilité, la requête est accompagnée de toutes pièces justificatives utiles.

L'article L551-2 du même code dispose que la décision de placement en rétention administrative est prise par l'autorité administrative. Le procureur de la République en est informé immédiatement.

L'article L553-3 du même code dispose que, pendant toute la durée de la rétention, le procureur de la République peut se transporter sur les lieux, vérifier les conditions du maintien et se faire communiquer le registre mentionnant l'état civil de ces personnes ainsi que les conditions de leur placement ou de leur maintien.

L'article L552-13 du même code dispose qu'en cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction ne peut prononcer la mainlevée de la mesure de placement en rétention que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'étranger.

Il est de jurisprudence constante qu'une notification une heure après le début de la rétention ne peut être considérée comme satisfaisant cette condition d'immédiateté.

L'avocat de l'intéressé indique notamment les éléments suivants. Aucune pièce justificative utile concernant la procédure de garde à vue n'est produite au dossier. Le procureur de la République a été informé tardivement du placement en rétention.

La requête de l'administration indique, tout d'abord : "Monsieur KUKAVA Zviad a été interpellé par la gendarmerie de Caussade le 11 juillet 2020 pour vol aggravé. Il a été placé en garde à vue le 11 juillet 2020 à 17h00 et en retenue administrative le 12 juillet à 12h00 [...]".

Aucun élément concernant cette garde à vue n'est produit au dossier.

Seul le procès-verbal de notification, d'exercice des droits et déroulement de la retenue indique que cet intéressé a été placé en garde à vue le 11 juillet dernier à 17 heures suite à un vol commis ce même jour, ainsi qu'à un vol commis le 6 juin précédent.

Aucun élément ne permet, cependant, à l'avocat de soulever des moyens ni au juge des libertés de contrôler la régularité de cette procédure pénale, concernant par exemple les conditions de l'interpellation ou l'information du procureur de la République.

L'éventuelle irrégularité de cette procédure entraînerait, pourtant, celle de la retenue administrative subséquente.

Cette requête apparaît, dès lors, irrecevable.

A titre surabondant, la requête de l'administration indique encore : "L'intéressé ne justifiant pas de garanties de représentation, j'ai donc été amené à prendre à son encontre une décision de placement en centre de rétention datée du 12 juillet 2020, notifiée le même jour

à 15 h 20. [...] Les Procureurs de la République ont été informés de ces dispositions le 12 juillet 2020 à 16 h 32 (Procureur de Montauban) et 16 h 34 (Procureur de Montpellier)".

Aucun élément ne permet d'expliquer ce délai excessif de 1 heure 12.

Cet avis apparaît, dès lors, tardif.

Il convient, par conséquent, de déclarer cette requête irrecevable et dire n'y avoir lieu à statuer sur la demande de prolongation de la rétention administrative.

**PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**DÉCLARONS** irrecevable la requête de **M. LE PREFET DU TARN-ET-GARONNE** ;

**DISONS** en conséquence n'y avoir lieu à statuer sur la demande de prolongation de la rétention administrative ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. Zviad KUKAVA** est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

**INFORMONS M. Zviad KUKAVA** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 15 Juillet 2020 à 11 h 4~~4~~.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 15 Juillet 2020 :**

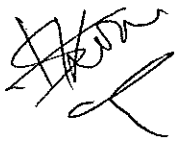
L'intéressé,



L'interprète,



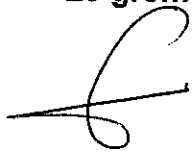
L'avocat du retenu,




Le représentant du  
préfet,

Par comuel

**Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 15 Juillet 2020 à 11 h 48 ,**  
**Le greffier,**



**Nous, M. P. UGHETTO, déclarons ne pas interjeter appel de la présente**  
**Le procureur de la République, décision,**



**Constatons que le 15 Juillet 2020 à 11 h 50 , le procureur de la République n'a pas**  
**interjeté appel de la présente décision,**  
**Le greffier,**

